

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROSERVE DASRI

641, rue du Président Lecuyer
Zone Industrielle n°4 - BP n°4
59880 Saint-Saulve

Références : 2025-V2-201
Code AIOT : 0007002625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2024 dans l'établissement PROSERVE DASRI implanté 641, rue du Président Lecuyer Zone Industrielle n°4 - BP n°4 59880 Saint-Saulve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts de France, ainsi que dans la continuité de l'inspection menée sur le site le 15/12/2023 (cf. rapport d'inspection daté du 20/02/2024 référencé 2024-V2-050).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROSERVE DASRI

- 641, rue du Président Lecuyer Zone Industrielle n°4 - BP n°4 59880 Saint-Saulve
- Code AIOT : 0007002625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PROSERVE DASRI exploite au sein de son agence de Saint Saulve une unité de collecte, de transit/regroupement et de pré-traitement par désinfection de DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux).

Cette activité, encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/07/2013, relève du régime de l'autorisation pour les rubriques ICPE suivantes :

- 2718.1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux (quantité maximale présente sur site : 3 tonnes) ;
- 2790 Installation de traitement de déchets dangereux (capacité maximale : 20 tonnes / jour) ;
- 3510 Élimination ou valorisation des déchets dangereux par traitement physico-chimique (capacité journalière : 20 tonnes / jour).

Le site, tel que autorisé, relève de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des activités de traitement des DASRI	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 1.2.1	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 2.1.2	Sans objet
3	Suivi du prétraitement / Essais sur porte-germes	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 5.1.7	Sans objet
4	Contrôle des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 8.2.1 et 8.3.1	Sans objet
5	Contrôle des rejets aqueux	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 8.2.1 et 8.3.2	Sans objet
6	PFAS - Campagne d'identification	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la présente inspection que l'exploitant a répondu au fait susceptible de suite formulé à l'issue de l'inspection menée sur le site en 2023.

En l'absence de banalisation de DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux) au sein

de l'agence de Saint-Saulve au cours de l'année 2024, des observations formulées lors de cette précédente inspection restent en suspens. Il appartiendra à l'exploitant de les garder en mémoire pour assurer le respect des prescriptions contrôlées à la remise en service des installations de traitement autorisées sur le site.

Il en est de même pour l'observation formulée lors de la présente inspection en ce qui concerne le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 et la mise en oeuvre de la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des activités de traitement des DASRI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques

Prescription contrôlée :

Liste des ICPE concernées par une rubrique de la nomenclature des Installations Classées :
(rubriques « traitement »)

Rubrique	Libellé	Capacité maximale autorisée	Régime
[...]			
2790	Traitement de déchets dangereux	Les installations sont constituées de deux appareils « ECOSTERYL 250 » de capacité unitaire moyenne de 250 kg/h de déchets traités 20 t/j soit 6.000 t/an	A
3510	Traitement de déchets dangereux - Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour : - Traitement physico-chimique	Capacité journalière : 20 tonnes / jour	A

Constats :

Lors de la présente d'inspection, l'exploitant a précisé ne pas avoir mis en œuvre au cours de l'année 2024 de traitement de DASRI au sein de l'agence de Saint Saulve.

Pour mémoire, est en cours d'instruction un dossier de porter à connaissance visant à solliciter auprès du préfet la réduction de la capacité journalière de traitement de cette agence, en dessous des seuils de la rubrique 3510, avec la volonté de maintenir la rubrique 2790 pour le traitement des DASRI en cas de besoin.

Les compléments au dossier de porter à connaissance attendus en réponse au courrier DREAL du 05/10/2023 ont été déposé par l'exploitant en décembre 2024, dans la continuité de l'inspection.

Ces compléments sont en cours d'instruction, leur examen fera l'objet d'un rapport distinct qui précisera dans quelles conditions il pourra être admis que le site ne relève plus de la rubrique 3510.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Constats :

Lors des inspections précédentes menées sur le site, compte tenu de la durée prolongée des arrêts des installations de traitement, il avait été demandé à l'exploitant d'établir une consigne spécifique de redémarrage / arrêt des installations visant le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 08/07/2013, en particulier celles correspondant aux contrôles réglementaires associés à l'installation de traitement.

A ce titre, il avait été formulé l'observation suivante à l'issue de l'inspection 2023 :

Observation 2023 :

La répartition des missions et les interactions entre services ne sont pas définies dans les documents de planification présentés. Les documents présentés ne sont pas accompagnés de consignes fixant les modalités de mise en œuvre.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté le logigramme de prise de décision rédigé pour répondre à cette observation. Ce logigramme a été intégré au système de management du groupe et précise les conditions pour autoriser le redémarrage des installations, en particulier la réalisation des prélèvements et analyses réglementaires prévus sur les installations. Ce logigramme fixe les missions des différents services QHSE et Industrie.

En l'absence de redémarrage des installations de traitement en 2024, il n'a pas été possible de vérifier la bonne exécution du logigramme au sein de l'agence de Saint-Saulve et tester sa robustesse pour garantir le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 08/07/2013, en ce qui concerne la réalisation des contrôles réglementaires associés à l'installation de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi du prétraitement / Essais sur porte-germes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 5.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Essais sur porte-germes

Prescription contrôlée :

Selon la méthodologie de prélèvement et d'analyse décrite dans la norme NF X 30-503 relative à la réduction des risques microbiologiques et mécaniques par les appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, des essais sur porte-germes (indicateur biologique comprenant des spores de *Bacillus*, à un titre de 105 spores bactériennes) sont réalisés chaque trimestre par l'exploitant.

[...]

Dès réception des résultats de ces essais par l'exploitant, celui-ci en adresse une copie à l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Lors de la présente d'inspection, l'exploitant a précisé ne pas avoir mis en œuvre au cours de l'année 2024 de traitement de DASRI au sein de l'agence de Saint-Saulve.

En conséquence, aucun essai sur porte-germes n'a pas été réalisé en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 8.2.1 et 8.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets canalisés

Prescription contrôlée :

8.2.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

8.3.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques

Rejets des caissons de traitement de l'air de l'ECOSTERYL n°1 et n°2 : conduits n° 1 et 2 (annuelle)

Constats :

Lors de la présente d'inspection, l'exploitant a précisé ne pas avoir mis en œuvre au cours de l'année 2024 de traitement de DASRI au sein de l'agence de Saint-Saulve.

Aucun rejet atmosphérique canalisé n'a ainsi été émis en 2024. En conséquence, aucun contrôle au titre de l'autosurveillance des rejets atmosphériques n'a pas été réalisé en 2024.

Pour mémoire, il est rappelé ici que le rapport d'autosurveillance menée au titre de 2023, transmis à l'issue de l'inspection 2023, faisait apparaître les dépassements au regard des valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site.

Les observations suivantes avaient alors été formulées :

Observation 2023 :

Considérant que les installations sont en arrêt prolongé, il est demandé à l'exploitant d'identifier l'origine des dépassements mis en évidence dans le cadre de l'autosurveillance et les actions correctives à mettre en place pour y remédier, et ce avant la remise en service des installations de traitement.

Observation 2023 :

L'exploitant examinera également les écarts à la norme identifiée par le laboratoire de contrôle.

L'exploitant informera l'Inspection des installations classées des dispositions prises pour ces 2 observations.

Dans son courrier du 16/12/2024, apportant les éléments de réponse aux observations formulées à l'issue de l'inspection menée en 2023, l'exploitant précise qu'il a pris en compte les défauts recensés dans le rapport d'analyses et qu'il allait identifier les causes de ces dépassements afin de mettre en place les actions correctives nécessaires avant la remise en service des installations.

Dans les compléments au dossier de porter à connaissance (PAC) déposé en décembre 2024 à l'issue de l'inspection, l'exploitant a introduit une demande de modification des conditions de rejet atmosphériques, demande qui sera examinée dans le cadre de l'instruction du PAC dans un rapport distinct.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 8.2.1 et 8.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets eaux

Prescription contrôlée :

8.2.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

8.3.2. Auto surveillance des rejets d'eaux

8.3.2.1. Eaux résiduaires

- Semestrielle pendant les deux premières années suivant la notification du présent arrêté
- Annuelle à partir de la troisième année suivant la notification du présent arrêté

8.3.2.2. Eaux pluviales

- Annuelle

Constats :

1 - Eaux résiduaires :

Lors de la présente d'inspection, l'exploitant a précisé ne pas avoir mis en œuvre au cours de l'année 2024 de traitement de DASRI au sein de l'agence de Saint-Saulve.

A ce titre, l'exploitant considère qu'il n'a pas eu de rejets d'eaux résiduaires sur le site de Saint-Saulve et qu'en conséquence, il n'a pas mis en œuvre son programme d'autosurveillance pour ses rejets en eaux résiduaires.

Or, au sens de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site, les eaux résiduaires correspondent aux eaux domestiques et aux eaux industrielles, sans distinction particulière quant à l'activité mise en œuvre.

L'exploitant est également autorisé à exploiter sur le site de Saint-Saulve une installation de transit, regroupement de déchets dangereux (déchets cytostatiques et liquides de laboratoires). Cette installation est susceptible d'être à l'origine d'eaux résiduaires ; par exemple, les eaux de lavage des sols des aires de transit sont susceptibles d'entrer dans cette catégorie des effluents. Ce point particulier n'a pas été abordé lors de la présente inspection (visant principalement les activités classées de traitement autorisées sur le site).

Observation 1 : Sauf à ce que l'exploitant fasse la démonstration de l'absence de rejets d'eaux industrielles pour l'ensemble des activités exercées au sein de l'agence de Saint-Saulve pour l'année considérée, le programme d'autosurveillance des rejets en eaux résiduaires doit être mis en œuvre conformément aux dispositions de l'article 8.3.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation d'exploiter du 08/07/2013.

2 - Eaux pluviales :

L'exploitant a mis en œuvre le programme annuel d'autosurveillance de ses rejets en eaux pluviales au titre de 2024 (campagne du 18/03/2024 - Analyse réalisé par le laboratoire Eurofins). Dans la continuité de l'inspection menée en 2023, la transmission de cette autosurveillance a été assurée par courrier du 08/08/2024.

Dans la continuité de la présente inspection, au cours de laquelle il a été rappelé à l'exploitant son obligation de déclarer sous GIDAF son autosurveillance, cette campagne a été renseignée sur GIDAF le jour même de l'inspection, le 02/12/2024.

Cette campagne met en évidence le respect des VLE pour les paramètres contrôlés sur le rejet des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PFAS - Campagne d'identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3

Thème(s) : Risques chroniques, Campagne d'identification PFAS

Prescription contrôlée :

Arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation

Article 1

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, **2790**, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, **3510**, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.

Article 3

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Le site PROSERV DASRI est visé par les dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux des ICPE au titre des rubriques 2790 et 3510 de la nomenclature des ICPE, rubriques qui correspondent aux activités de traitement des DASRI autorisées au sein de l'agence de Saint-Saulve.

Considérant qu'aucune activité de traitement des DASRI n'a été mise en œuvre en 2024 [et qu'au titre de 2023, l'agence de Saint-Saulve n'a mis en œuvre son unité de banalisation qu'une seule journée (cf. rapport d'inspection du 20/02/2024 référencé 2024-V2-050)], l'exploitant a sollicité par courrier du 16/12/2024 une demande d'exemption aux campagnes d'analyse des substances PFAS dans ses rejets. Dans son courrier, il précise également qu'aucun usage de mousses d'extinction d'incendie n'a été fait sur le site.

Il est considéré que sa demande est, dans ces conditions (non mise en œuvre des activités classées relevant des rubriques 2790 et 3510 sur le site) recevable.

Observation 2 : A la remise en service des activités de banalisation des DASRI sur le site de Saint-Saulve, l'exploitant devra se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 en menant les 3 campagnes d'identification et d'analyse des substances PFAS dans ses rejets industriels, dans le respect de la méthodologie prévue dans cet arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite